

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS214/4

10 août 2001

(01-3977)

Original: anglais

ÉTATS-UNIS – MESURES DE SAUVEGARDE DÉFINITIVES À L'IMPORTATION DE FILS MACHINE EN ACIER ET DE TUBES ET TUYAUX DE QUALITÉ CARBONE SOUDÉS, DE SECTION CIRCULAIRE

Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Communautés européennes

La communication ci-après, datée du 8 août 2001, adressée par la Délégation permanente de la Commission européenne au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Les autorités communautaires m'ont chargé de demander l'établissement d'un groupe spécial, conformément aux articles 4 et 6 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord), à l'article XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994) et à l'article 14 de l'Accord sur les sauvegardes, au sujet de la mesure de sauvegarde définitive imposée par les États-Unis à l'importation de certains fils machine en acier (fils machine) et de la mesure de sauvegarde définitive imposée par les États-Unis à l'importation de certains tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire (tubes et tuyaux).

En vertu de la "Proclamation n° 7273 du 16 février 2000 visant à faciliter un ajustement positif à la concurrence des importations de certains fils machine en acier" et du "Mémorandum du 16 février 2000 – Action au titre de l'article 203 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur au sujet des fils machine en acier", émanant du Président des États-Unis, publiés au *Federal Register*, volume 65, n° 34, pages 8621 à 8627, 8629 et 8630, le 18 février 2000, les États-Unis ont imposé des mesures de sauvegarde définitives sous la forme d'un contingent tarifaire à l'importation de fils machine, avec effet au 1^{er} mars 2000. La notification correspondante figure dans les documents G/SG/N/10/USA/4 du 18 février 2000 et G/SG/N/10/USA/4/Corr.1 du 28 mars 2000.

En vertu de la "Proclamation n° 7274 du 18 février 2000 visant à faciliter un ajustement positif à la concurrence des importations de certains tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire", et du "Mémorandum du 18 février 2000 – Action au titre de l'article 203 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur au sujet des tubes et tuyaux", émanant du Président des États-Unis, publiés au *Federal Register*, volume 65, n° 36, pages 9193 à 9198, le 23 février 2000, les États-Unis ont imposé des mesures de sauvegarde définitives sous la forme d'un relèvement des droits frappant les importations de tubes et tuyaux, avec effet au 1^{er} mars 2000. La notification correspondante figure dans le document G/SG/N/10/USA/5 du 23 février 2000.

Le 1^{er} décembre 2000, les Communautés européennes ont demandé la tenue de consultations avec les États-Unis afin de parvenir à une solution mutuellement satisfaisante de la question. La

./.

demande, qui contient également les éléments factuels à l'origine du différend, a été distribuée sous couvert du document WT/DS214/1, daté du 7 décembre 2000. Ces consultations ont eu lieu à Genève, le 26 janvier 2001. Les consultations ont permis de mieux comprendre les positions respectives, mais elles n'ont pas abouti à un règlement satisfaisant de la question.

En conséquence, les Communautés européennes demandent que le groupe spécial examine les mesures et constate qu'elles contreviennent aux obligations résultant pour les États-Unis des dispositions du GATT de 1994 et de l'Accord sur les sauvegardes, en particulier, mais pas nécessairement exclusivement, des dispositions suivantes:

- L'article 2 de l'Accord sur les sauvegardes, en raison de déterminations erronées et inadéquates concernant les "importations en quantités tellement accrues" et "à des conditions telles", le dommage grave ou la menace de dommage grave, le lien de causalité, et les "produits similaires ou directement concurrents". De plus, les mesures susmentionnées ne respectent pas le principe du parallélisme entre les produits importés qui font l'objet de l'enquête et les produits importés qui sont soumis à l'application des mesures.
- L'article 3:1 et 3:2 de l'Accord sur les sauvegardes, en particulier du fait qu'au sujet des mesures susmentionnées il n'y a pas eu d'exposé adéquat des constatations et des conclusions motivées sur tous les points de fait et de droit pertinents, y compris la justification de la mesure effectivement imposée, et dans la mesure où la non-communication de certains renseignements pour des raisons de confidentialité va au-delà de ce qui est permis au titre de l'article 3.
- L'article 4:1 et 4:2 a), b) et c) de l'Accord sur les sauvegardes, en particulier du fait qu'aucun dommage grave ou menace de dommage grave n'a été causé à la branche de production nationale par l'accroissement des importations, et que les importations en provenance de certains pays ont été incluses dans l'analyse des importations dommageables, puis exclues de l'application de la mesure de sauvegarde fondée sur cette analyse.
- L'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes, en particulier du fait que les mesures susmentionnées accordent réparation au-delà de "la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement".
- L'article 8:1 de l'Accord sur les sauvegardes, en particulier en ce qui concerne le maintien du niveau de concessions et d'autres obligations, et la compensation au plan commercial.
- L'article 12:2, pris conjointement avec le paragraphe 1, 12:3 et 12:11 de l'Accord sur les sauvegardes, dans la mesure où les États-Unis n'ont pas communiqué au Comité des sauvegardes tous les renseignements pertinents, et n'ont pas ménagé des possibilités adéquates de consultation préalable afin d'arriver à un accord sur les moyens d'atteindre l'objectif énoncé à l'article 8:1 de l'Accord sur les sauvegardes.
- L'article XIX:1 du GATT de 1994, en particulier du fait qu'il n'a pas été démontré, avant l'application des mesures susmentionnées, que l'accroissement des importations et les conditions d'importation des produits visés par chacune de ces deux mesures résultaient de "l'évolution imprévue des circonstances" et de l'effet des engagements que les États-Unis ont assumés en vertu du GATT de 1994.

Les Communautés européennes demandent que le groupe spécial soit doté du mandat type.
